

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, Avenue du Marechal Foch  
CS50021  
27000 Evreux

Évreux, le 18/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CANPACK FRANCE SAS**

3 route de Rouen  
BP 1101  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO\_ERC\_2024\_11\_372  
Code AIOT : 0005800303

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement CANPACK FRANCE SAS implanté 3 route de Rouen BP 1101 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANPACK FRANCE SAS
- 3 route de Rouen BP 1101 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 14 octobre 2013, la société TAPON FRANCE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-Marcel. Canpack France SAS exploite une installation de fabrication de capsules de bouteille. Le BREF STS (traitement de surfaces utilisant des solvants) s'applique au site. La rubrique principale est la rubrique 3670.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 7.6.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Inventaire des produits	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 3.2.7 et 3.2.8	Sans objet
3	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 3.2.2	Sans objet
4	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 3.2.3	Sans objet
5	Déclaration et rapport d'incident ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 2.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose une mise en demeure en procédant sous un délai de 6 mois à l'étude technico-économique de confinement des eaux d'extinction incendie et en procédant sous un délai de 12 mois aux travaux correspondants. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra l'informer des solutions décidées et qui seront mises en œuvre pour le confinement des eaux incendie en transmettant son dossier d'étude, avant le début de ces travaux.

Au regard des documents transmis, aucune substance ou mélange classé cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction, n'est utilisé au sein de l'établissement. L'exploitant doit communiquer le nom des fournisseurs et les références des décisions d'autorisation pour l'utilisation des SVHC (substances extrêmement préoccupantes) inscrites en annexe XIV du

règlement REACH, sous un délai de 2 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection des milieux récepteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  "Les réseaux de collecte des eaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont équipés d'obturateurs placés en amont du raccordement aux réseaux collectifs pour éviter tout rejet dans ces réseaux. Le volume de rétention disponible est au minimum de 980 m <sup>3</sup> . Il peut être obtenu par l'addition des volumes des réseaux du site et des systèmes mis en place (quais chargement/déchargement, bassin, points-bas, obturateurs sur réseau, rétention dans les bâtiments, ...). [...]L'exploitant est en conformité avec le présent article dans <b>un délai de 18 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté."
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 27 mai 2021 , les constats suivants avaient été fait :  "Concernant la gestion des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, l'exploitant a indiqué être en train de réfléchir aux solutions technico-économiques possibles pour répondre aux dispositions de son arrêté préfectoral hormis celles identifiées dans l'étude. Il étudie d'autres solutions pour limiter la surface d'emprise des bassins. Actuellement, le site utilise des puisards comme exutoires de ces eaux de pluie."  Lors de la visite d'inspection du 15 octobre 2024, l'exploitant indique que les eaux pluviales et d'assainissement sont raccordées respectivement aux réseaux communaux afférents. Il a communiqué le plan des réseaux d'eaux pluviales et des eaux usées de son site. Une légende est associée à ce plan et la dernière mise à jour est du 16 octobre 2024. Aucun séparateur à hydrocarbures n'apparaît sur le plan. Pour rappel, en 2013, la société SOCOTEC a réalisé une étude de gestion des eaux pluviales et de confinement des eaux incendie pour le site TAPON. Les solutions proposées à la suite de cette étude technico-économique consistent à créer un bassin de rétention des eaux d'incendie de 980 m <sup>3</sup> et un bassin d'infiltration pour les eaux pluviales avec vanne de barrage. L'investissement nécessaire pour la réalisation de ces travaux s'élève à 430 k€. L'exploitant indique que ces travaux n'ont pas été réalisés car il est difficile techniquement de les mettre en place. A ce jour, le site ne dispose pas de rétention pour les eaux d'extinction incendie. L'exploitant indique relancer une étude technico-économique en 2025 sur ce sujet. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra l'informer des solutions décidées et qui seront mises en œuvre pour le confinement des eaux incendie en transmettant son dossier d'étude, avant le début de ces travaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Le cas échéant, l'exploitant doit faire apparaître les séparateurs à hydrocarbures sur le plan des réseaux.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser sous un délai de 6 mois une étude technico-économique de confinement des eaux d'extinction incendie et en procédant sous un délai de 12 mois aux travaux correspondants.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra l'informer des solutions décidées et qui seront mises en œuvre pour le confinement des eaux incendie en transmettant son dossier d'étude, avant le début de ces travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : Inventaire des produits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 3.2.7 et 3.2.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inventaire des produits

**Prescription contrôlée :**

Article 3.2.7. Substances à phrases de risque ou visées par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

L'exploitant réalise, dans **un délai de 3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude de faisabilité sur le remplacement des encres et solvants à phrase de risques. Dans le cas où ces encres peuvent être remplacées, leur remplacement est effectué dans **un délai de 6 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Des plans de gestion de solvants spécifiques sont réalisés pour quantifier et suivre les émissions des substances à phrases de risque qui n'auront pas pu être substituées et des substances visées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Lors de l'inspection du 27/05/2021, il a été évoqué un point ayant fait l'objet de constats lors de la visite d'inspection du 19/09/2019 qui n'était pas régularisés.

L'exploitant n'avait pas transmis son étude de faisabilité de substituer les encres à solvants par des encres sans solvants. Ces éléments étaient à transmettre sous un délai de 3 mois, après la transmission du rapport de visite d'inspection du 20 décembre 2019.

Article 3.2.8. Limitation de la consommation en solvants

Dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles suivantes, prenant en compte les caractéristiques des installations concernées, visant à réduire à la source les consommations de matières premières utilisées et en particulier de solvants : réduction de la consommation des matières premières (techniques détaillées à la section 20.6.3 du BREF STS),

- réduction de la consommation des matières premières (techniques détaillées à la section 20.6.3 du BREF STS),

- optimisation de la technique de nettoyage (techniques détaillées à la section 20.9 du BREF STS).

Par ailleurs, l'exploitant accompagnera cette étude d'un historique des actions entreprises pour réduire sa consommation de solvants ces 10 dernières années.

### Constats :

L'exploitant a communiqué la liste des produits utilisés sur son site et les différentes phrases de risques associés à ces produits. Au vu des informations présentes dans le documents, les produits utilisés ne comportent pas de substances dites CMR, c'est-à-dire soient cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction.

L'inspection a mis en évidence que l'exploitant utilise des substances extrêmement préoccupantes (au vu des numéros CAS), sans que l'exploitant ait connaissance de ce caractère extrêmement préoccupant :

- Produit : TU-4353:DAICURE-NT ROUGE 0372:CFX1 ; Nom d'usage : SUN ROUGE TU 4353 UV CF01: (n° CAS : 119344-86-4, substance :butanone, 2-(diméthylamino)-2-[(4-méthylphényl)méthyl]-1-[4-(4-morpholinyl)phényl]- (9ci) ),
- Produit : TU-9145:DAICURE BLACK DENSE:CF01; Nom d'usage : SUN NOIR TU-9145:DAICURE BLACK DENSE:CF01 : (n° CAS : 119313-12-1; substance : TU-9145:DAICURE BLACK DENSE:CF01).

L'inventaire à jour des produits utilisés sur le site démontre que l'exploitant a réduit et remplace des encres et solvants à phrase de risques au fil des années.

Notamment sur les 5 dernière années :

- il a réduit son nombre de référence de vernis et d'encres entraînant une réduction du nombre de solvant (n°CAS).
- le nombre de référence de vernis sur le site est passé de 21 à 14 entre 2023 et 2024, en retravaillant les "recettes" des mélanges.
- La nouvelle ligne de vernissage sera opérationnelle en février 2025 et permettra de réduire la consommation de solvants car il n'y aura plus besoin d'un nettoyage en continu du cylindre.
- La mise en place d'un four à UV, en 2020 sur la ligne 2 à permis d'augmenter la quantité d'encre à UV et de réduire la quantité d'encre conventionnelle qui contient plus d'avantage de solvant.

Également l'exploitant a pour projet en 2025, de mettre en place une centralisation des vernis et une distribution par canalisation qui arrive directement à proximité des vernisseuses.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 2 mois, l'exploitant doit communiquer le nom des fournisseurs et les références des décisions d'autorisation pour l'utilisation des SVHC (substances extrêmement préoccupantes) inscrites en annexe XIV REACH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

N ° d e c o n d u i t	Installation s raccordées	Puissance o u capacité	Combustib le	Hauteuren m	D é b i t nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitessemin i m a l e d'éjection en m/s
1	Entrées fours n°1 et 2 de la ligne 1 – Incinérateur TNV	-	G a z naturel	13,7	12000	8 m/s
2	Sortie four n°1	-	G a z naturel	13.5	4000	5 m/s
3	Sortie four n°2	-	G a z naturel	13.5	4200	5 m/s
4	Entrées fours n°3 et 4 des lignes n° 2 et 3 – Incinérateur TRA	-	G a z naturel	14.2	10000	8 m/s
5	S o r t i e fours n° 3 et 4	-	G a z naturel	13.5	7000	8 m/s
6	Chaudière u s i n e (sous-sol)	65kW	G a z naturel	-		5 m/s

7	Chaudière bâtiment F	60kW	G a z n a t u r e l	-		

Les cheminées n°2 (sortie four n°1), n°3 (sortie four n°2) et n°5 (sortie four n°3 et 4) sont rehaussées de telle sorte que leurs hauteurs soient conformes aux prescriptions susmentionnées dans **un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté. En cas d'impossibilité technique dûment justifiée, l'exploitant devra procéder à une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site afin de déterminer la hauteur de ces cheminées par rapport au site et à son environnement.

#### Constats :

Le porter-à-connaissance du 31 mai 2024, portant sur le remplacement d'une ligne de vernissage stipulait qu'il y avait la suppression d'un émissaire four et d'un émissaire de refroidisseur.

Lors de la visite, l'exploitant confirme la suppression de l'émissaire du four 1 cependant l'émissaire du refroidisseur (FR1) qui devait être supprimé est maintenu mais il sera déplacé à coté du second conduit du refroidisseur de la même ligne (FR2). Ce conduit est conservé pour des questions de débit d'air et de bruit.

A la lecture des différents plans du process de l'installation et des résultats des mesures de concentrations en polluant dans les rejets atmosphériques, il est observé que les émissaires ne sont pas nommés identiquement sur tous les documents.

L'exploitant a transmis le rapport de mesure de concentration de polluants dans les rejets atmosphériques réalisé par Socotec du 29 avril 2024 au 30 avril 2024.



L'identification des conduits a été réalisée :

- le conduit dénommé Installation 2 « TRA Aval » correspond au conduit 4 : entrée fours n°3 et n°4
- le conduit dénommé installation 3 « Four 3 et 4 » correspond au conduit 5 : sortie fours n°3 et 4
- le conduit dénommé Installation 5 « TNV aval » correspond au conduit 1 : entrée fours n°1 et 2 de la ligne 1 - Incinérateur TNV
- le conduit dénommé « Four 2 » correspond au conduit 3 : sortie four n°2
- le conduit « four 1 » correspond au conduit 2 : sortie four n°1.

Dans le rapport de mesures des concentrations des rejets atmosphériques, il apparaît des écarts à la norme. Notamment,

- pour le conduit 1 :

La vitesse au débouché a été mesurée à 7,17 m/s tandis que la vitesse minimale d'éjection doit être de 8m/s.

- pour le conduit 2 :

La vitesse au débouché a été mesurée à 1,73m/s tandis que la vitesse minimale d'éjection doit être de 5m/s.

- pour le conduit 3 :

La vitesse au débouché mesurée est conforme 5,84m/s pour 5m/s. Le rapport de Socotec conclut pour cette mesure qu'il y a un écart à la norme. L'exploitant doit veiller aux informations que son prestataire annote sur le rapport.

- pour le conduit 4 :

La vitesse au débouché a été mesurée à 6,65 m/s tandis que la vitesse minimale d'éjection minimale doit être de 8m/s. Le rapport Socotec indique qu'il n'y a pas d'écart à la norme pour ces deux mesures tandis qu'au niveau des mesures elles sont constatées.

- pour le conduit 5 :

La vitesse au débouché est conforme, 9,17 m/s mesurée pour 8 m/s autorisée. Néanmoins, le rapport Socotec indique un écart à la norme.

L'exploitant a présenté la facture du 02/09/2024 portant sur le démantèlement de la ligne de vernissage par l'entreprise Demosten impliquant la suppression de l'émissaire "four 1".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit harmoniser ses documents pour que les émissaires des rejets atmosphériques soient identifiables en toute circonstance. L'exploitant devra être vigilant avec les prestataires pour que l'identification des conduits soit correctement reportée sur les documents qu'ils fournissent et que les informations communiquées soient correctes (pas d'écart à la norme quand le résultat est conforme).

L'exploitant doit respecter la vitesse minimale d'éjection autorisée par son arrêté préfectoral (art 3.2.2).

Le prochain rapport des mesures des concentrations des rejets atmosphériques doit être communiqué à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	S a n s correction	21 %	21 %	S a n s correction	21 %	3 %	3 %
NO <sub>x</sub> en équivalent	100	/	/	100	/	150	150

nt NO <sub>2</sub>							
CO	100	/	/	100	/	100	100
CH <sub>4</sub>	50	/	/	50	/		
COVM	50	50	50	50	50	/	/
C O V annexe III dont o-crésol, phénols, formaldé hyde, acide acrylique , chlorom éthane, dichloro méthane	20	20	20	20	20	/	/
C O V R45, 46, 49, 60, 61 ou H340, H 3 5 0 , H 3 5 0 i , H360D, H360 F dont : méthoxy - 1 - propanol , benzène	2	2	2	2	2	/	/


### Constats :

L'exploitant a communiqué le rapport de mesure de concentration de polluants dans les rejets atmosphériques réalisé par Socotec du 29 avril 2024 au 30 avril 2024.

L'identification des conduits a été réalisée :

- le conduit dénommé Installation 2 « TRA Aval » correspond au conduit 4 : entrée fours n°3 et n°4
- le conduit dénommé installation 3 « Four 3 et 4 » correspond au conduit 5 : sortie fours n°3 et 4
- le conduit dénommé Installation 5 « TNV aval » correspond au conduit 1 : entrée fours n°1 et 2 de la ligne 1 - Incinérateur TNV
- le conduit dénommé « Four 2 » correspond au conduit 3 : sortie four n°2
- le conduit « four 1 » correspond au conduit 2 : sortie four n°1.

Dans le rapport de mesures des concentrations des rejets atmosphériques, il apparaît des écarts à la norme ou des erreurs d'interprétations du prestataire. Notamment,

- pour le conduit 1 :

Socotec indique des écarts à la norme pour les concentrations des substances CH<sub>4</sub> et COVNM pendant que les mesures sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

- pour le conduit 2 :

La mesure de la concentration en COVNM sur le conduit 2 est quasiment le double de la valeur autorisée : 93,87mg/Nm<sup>3</sup> mesuré pour 50 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant doit justifier ce dépassement et préciser les actions correctives qu'il a mis en place.

- pour le conduit 3 :

La mesure des COV comportant des phrases de risques sur les rejets du conduit 3 n'a pas été mesurée par Socotec.

De même le rapport indique un écart à la norme sur la concentration mesurée du COVNM pendant que le résultat est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

- pour le conduit 4 :

Socotec indique des écarts à la norme pour les concentrations des substances CH<sub>4</sub> et COVNM pendant que les mesures sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

- pour le conduit 5 :

Socotec indique des écarts à la norme pour les concentrations de la substance COVNM pendant que la mesure est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un délai de 2 mois l'exploitant doit expliquer le dépassement de la concentration de la substance COVNM sur la mesure de rejet du conduit 2 et préciser les actions correctives mises en places.

L'exploitant doit veiller aux informations retranscrites dans les rapports par ses prestataires, pour éviter toute incohérence lors de la lecture des rapports.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Déclaration et rapport d'incident ou d'accident**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration et rapport d'incident ou d'accident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de

nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le 5 juillet 2024, l'établissement Canpack a transmis une fiche de notification d'incident à l'inspection, concernant la mise en défaut de l'incinérateur TRA des lignes d'impression, le 4 juillet 2024 à 2h00. L'incinérateur TRA des lignes d'impression a pour mission de brûler les COV présents dans les vernis, et dans une moindre mesure dans les encres, utilisés sur les 2 lignes d'impression.

En cas de panne de l'incinérateur, les sécurités activent automatiquement le relâchement à l'air libre des fumées pour éviter le risque d'accumulation des COV dans l'installation.

Lors du défaut, l'alimentation en feuilles s'est alors automatiquement coupée pour éviter de produire sans incinérateur. Les fours ont continué de se vider comme prévu dans la procédure de mise en sécurité, générant un rejet ponctuel.

Les dépanneurs en poste n'ont pas trouvé l'origine de la panne et la ligne est restée à l'arrêt jusqu'à l'arrivée des responsables production et maintenance vers 8h.

Des essais ont alors été réalisés pour circonscrire la panne occasionnant ponctuellement des rejets, l'incinérateur se mettant en défaut à plusieurs reprises.

Vers 10h00 l'origine de la panne a été identifiée (dysfonctionnement au niveau du moteur d'apport d'air du brûleur de l'incinérateur).

Le moteur a été déposé vers 10h et réparé dans la journée. Les lignes d'impression sont alors restées à l'arrêt jusqu'à la remise en place du moteur

L'installation a été redémarrée à 21h00.

L'exploitant estime à 24Kg maximum, la quantité de COV rejetés à l'atmosphère sur la durée de l'incident (vidage des fours + essai).

L'exploitant indique que la défaillance du moteur aurait pu être mis en évidence plus rapidement si un réglage plus précis du variateur pilotant ce moteur avait permis d'identifier la surintensité du moteur préalable à son blocage. Ainsi, en termes de retour d'expérience et pour éviter le renouvellement d'un incident similaire, l'exploitant a réactualisé les plans de maintenance préventive en intégrant le contrôle du bon fonctionnement du moteur dans le contrôle préventif périodique.

Au cours de l'inspection, l'exploitant a communiqué la fiche du contrôle préventif mensuel des incinérateurs. Le contrôle de l'intensité du moteur apport frais d'air apparaît sur ce document.

Type de suites proposées : Sans suite